



Argumentaire - Égalité Santé en français

Ce document synthèse, préparé par Égalité Santé en français, analyse la situation juridique, politique et sociale des droits linguistiques et de la vitalité de la communauté acadienne au Nouveau-Brunswick.

Constat et enjeux juridiques des droits linguistiques

Ce sujet aborde la situation juridique fragile des droits des communautés linguistiques au Nouveau-Brunswick, notamment la remise en question de protections dans la Charte et la loi provinciale, ainsi que les interprétations juridiques récentes.

- La protection juridique dans la Charte canadienne et la loi provinciale est remise en question depuis décembre dernier.
- La loi de 1993 a enchâssé l'article 16.1, garantissant l'égalité des communautés linguistiques, mais son application est contestée.
- La Cour d'appel a confirmé que l'article 16.1 doit être interprété de manière large et téléologique, pouvant s'appliquer à d'autres institutions que celles expressément mentionnées.
- La Cour précise que les « institutions distinctes » ne correspondent pas aux institutions étatiques, ce qui limite leur portée.
- La jurisprudence récente limite l'utilité de l'article 16.1, car il concerne principalement des institutions étatiques comme Vitalité ou Horizon.
- La nécessité de revisiter l'interprétation pour assurer la reconnaissance des droits en santé et éducation.

- Le défi est de faire respecter ces droits par la renégociation du contrat social ou revendication territoriale.

Déclin de la langue française en Acadie

Ce sujet traite de la diminution de l'usage du français dans la vie quotidienne, notamment dans les municipalités, et de la nécessité de préserver la culture et le patrimoine francophone.

- La langue française est en déclin dans les municipalités autrefois majoritairement francophones.
- L'immigration tend à favoriser l'assimilation à l'anglais, considéré comme plus utile.
- La présence du français est moins visible dans l'espace public, médias, affichage et institutions.
- Les médias francophones comme RC-Acadie dépendent souvent de sources québécoises ou ontariennes.
- La culture doit être valorisée par des politiques et des investissements, comme l'achat de patrimoines municipaux.
- La création d'un ministère de la culture et une politique provinciale de sauvegarde du patrimoine sont recommandées.
- La province doit assurer que l'affichage respecte les deux langues, notamment pour les multinationales.
- Le financement de 45 millions de dollars pour Irving doit être utilisé pour respecter la langue française.

Questions clés en culture et identité

Ce sujet évoque la nécessité de renforcer la culture et l'identité francophone à travers des questions stratégiques.

- Regrouper plusieurs questions pour élaborer des thèmes plus larges.
- La culture doit être maintenue par la valorisation des médias, des institutions culturelles et du patrimoine.
- La sauvegarde du patrimoine doit être soutenue par des politiques et des budgets annuels.
- La promotion de la culture francophone et amérindienne est essentielle pour la survie linguistique.

Apprentissage et éducation en français

Ce sujet souligne l'importance de l'éducation continue pour maintenir la francophonie, dès la naissance jusqu'à la retraite.

- L'apprentissage du français commence dès la naissance et doit se poursuivre toute la vie.
- La majorité des jeunes francophones s'inscrivent dans des universités ou collèges anglophones, ce qui pose un problème.
- Il existe des lacunes dans les services de garde francophones et leur transformation en places anglophones.
- La loi sur l'éducation est faible et ne respecte pas toujours la Charte.
- La gestion des écoles et des programmes doit être renforcée pour garantir la gestion en français.
- La révision des missions des CÉD est nécessaire pour renforcer leur pouvoir.

Réformes en santé et vitalité communautaire

Ce sujet concerne la gestion, la gouvernance et la gouvernance décentralisée des institutions de santé francophones.

- La régie Vitalité doit devenir une institution distincte avec un conseil d'administration élu par la communauté.
- La gouvernance doit inclure une présidence élue, une direction générale nommée par le CA, et des comités locaux.
- La décentralisation des décisions et des budgets est essentielle pour répondre aux besoins locaux.
- La réduction de la bureaucratie et le retour des directions d'hôpitaux au niveau local sont prioritaires.
- L'égalité des services entre Vitalité et Horizon doit être assurée.
- La santé doit prioriser les déterminants sociaux et la prévention.
- La disponibilité des soins en français doit être renforcée, notamment dans les régions rurales.

Questions stratégiques en santé

Ce sujet met en évidence l'importance de définir le rôle de la santé publique et de renforcer les droits linguistiques en santé.

- La santé publique doit se concentrer sur la prévention et les déterminants sociaux.
- La reconnaissance des droits en santé dépendra de l'interprétation de l'article 16.1 par la Cour suprême.
- Les questions portent sur l'importance d'être soigné dans sa langue, la disponibilité des soins, la gouvernance communautaire, et l'égalité entre régions.

- La signification d'« institutions distinctes » doit être clarifiée dans les années à venir.
- La population doit exercer une pression accrue via médias, politique et actions juridiques.

Développement économique et bilinguisme

Ce sujet concerne la croissance économique de l'Acadie, l'impact de l'immigration, et l'utilisation du bilinguisme comme levier.

- Les statistiques montrent des défis entre zones urbaines et rurales, avec une croissance de l'immigration.
- La connaissance du français et la francisation sont des enjeux de coûts et de développement.
- Le bilinguisme peut être un avantage économique, notamment dans le secteur de la santé.
- La fin de l'ère Higgs ouvre des opportunités pour valoriser le bilinguisme dans la province.

Pouvoir et droits politiques de l'Acadie

Ce sujet insiste sur la consolidation des acquis législatifs et la nécessité d'exiger des comptes à la province.

- Les députés francophones adoptent souvent des positions anglophones à Fredericton.
- Il est préférable d'exiger que la province respecte ses obligations légales plutôt que de poursuivre des recours constitutionnels longs.
- La sensibilisation des élus à l'usage du français à l'Assemblée est cruciale.
- La mise en place d'un échancier sur le bilinguisme de la fonction publique est recommandée.
- La formation en immersion doit être renforcée pour tous les niveaux, notamment pour les nominations de haut niveau.

Conclusion et recommandations

Ce sujet souligne l'importance de revendiquer nos droits en s'appuyant sur la législation existante et d'éduquer la population.

- La stratégie doit se concentrer sur la reconnaissance légale et la mobilisation communautaire.
- La gestion autonome des institutions clés est essentielle pour assurer la survie de la communauté.
- La gestion scolaire, la santé, la culture, et l'économie doivent être renforcées pour garantir la pérennité de la communauté francophone.